



CORNEILLE. – « Après la pluie, le beau temps » (2001)

## APRÈS EDF, LA SNCF ET FRANCE TÉLÉCOM, L'ÉDUCATION NATIONALE

bouche qu'objectifs à atteindre, compétences et actions à évaluer. Ça nous éloigne franchement de la mission de service public de l'Éducation nationale.»

Face à ces attaques répétées et à ces menaces, la profession semble plongée dans le doute. « En trente ans de métier, je n'ai jamais vu un tel bazar, confie M. Michel Devred, professeur d'histoire-géographie en lycée et militant syndicaliste. Tout se fait en plus dans la précipitation, avec une baisse de moyens drastique. La réforme de la formation des stagiaires, par exemple, est un vrai casse-tête. Les nouveaux professeurs se retrouvent dix-huit heures devant les élèves sans aucune préparation. » Seize mille suppressions de postes s'ajoutent en effet cette année aux trente-quatre mille quatre cents enregistrées depuis trois ans. Quant aux enseignants stagiaires, qui avaient jusque-là un service de six heures afin de découvrir le métier et d'acquérir des méthodes pédagogiques et didactiques, ils assument désormais d'emblée une charge de cours presque équivalente à celle de leurs aînés titulaires.

Pourtant, la mobilisation lors de la journée de grève du 6 septembre n'a pas été à la hauteur des espérances syndicales. Il est vrai qu'elle précédait la grande journée du 7 contre la réforme des retraites, beaucoup plus suivie par les enseignants. « On assiste à un véritable travail de sape, constate M. Devred. Chaque année, des lois, des réformes sont imposées aux enseignants. En 1989 déjà, la mise en place d'une hiérarchie intermédiaire, avec la création d'un super-

prof, avait été tentée par un certain Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation nationale. Cela avait déclenché une grève massive. Mais, avec l'accumulation des réformes, les défenses faiblissent peu à peu. Les collègues font le dos rond, en se disant : "Oh ! après tout, celle-là, elle finira aux oubliettes." C'est une erreur : en face, ils ne font que gagner du terrain. »

En effet, à Grande-Synthe, M. Leroux ne sent pas vraiment ses collègues prêts à se mobiliser. Une minorité s'est opposée à la réforme « ambition réussite », une autre y a adhéré, mais, dans l'ensemble, la majorité s'est comportée en ventre mou. Peut-être, effectivement, à cause de la multiplication des attaques ; peut-être aussi à cause du flou momentané de la réforme. Et certainement à cause d'une réalité plus dure.

### « JE N'AI JAMAIS VU UN TEL BAZAR »

M<sup>me</sup> Martine Boidier, professeure d'anglais à Lille dans un collège à la fois RAR et Clair, souligne les difficultés du métier dans ce genre d'établissement : « Les collègues se raccrochent à ce qu'ils peuvent. Ils veulent croire, au moins en partie, aux annonces de ces réformes, et ne voient pas forcément tout de suite leurs conséquences négatives. Tout est bon pour espérer un quotidien de travail meilleur. »

Le sociologue Christophe Hérou, professeur de sciences économiques et sociales dans un lycée d'Angers, y décèle surtout le signe d'une souffrance grandissante : « L'usure morale, le sentiment d'échec et

d'inutilité sociale caractérisent l'expérience professionnelle des enseignants, qui se sentent à la fois en butte à la critique des usagers et abandonnés par l'institution (11). »

Cette politique de dérégulation du service public, qui, avant de s'attaquer à l'éducation, a visé les salariés de France Télécom, d'Electricité de France (EDF) ou de la Société nationale des chemins de fer (SNCF), atteint aujourd'hui une intensité inédite dans ce secteur.

Elle ne pourrait se mettre en place sans un contexte idéologique favorable. « Le postulat avancé par un certain milieu intellectuel et politique qui va de la "deuxième gauche" à la droite, et notamment par des personnalités comme Richard Descoings, directeur de Sciences Po Paris et concepteur de la réforme des lycées, c'est que le corps professoral, avec son statut et son élitisme disciplinaire, serait un vecteur de conservatisme. Sauf que ce postulat ignore volontairement d'une part les attaques politiques portées contre le corps professoral et le service public de l'Éducation nationale, qui n'ont jamais été aussi violentes, et, d'autre part, les dégâts considérables d'une économie ultralibérale que subissent les classes populaires et leurs enfants », dénonce ainsi M. Rio.

Précariser le statut enseignant pour enseigner à des populations précarisées. Et si c'était cela, le « projet » ?

GILLES BALBASTRE.

(11) Françoise Lantheaume et Christophe Hérou, *La Souffrance des enseignants. Une sociologie pragmatique du travail enseignant*, Presses universitaires de France, Paris, 2008.

lence et intégration», « L'éducation à l'éco-citoyenneté au collège du Westhoek », etc.

Et ce d'autant plus qu'une enquête de la Cour des comptes révélait en 2009 que 186 des 254 collèges du RAR avaient perdu jusqu'à 10 % de leurs élèves du fait de l'assouplissement de la carte scolaire. Il est vrai que le label « ambition réussite » paraît peu attractif à des parents un tant soit peu conscients de l'exacerbation des compétitions scolaires.

Tous les établissements, du nord au sud, se retrouvent ainsi engagés dans une concurrence effrénée.

M. Stéphane Rio, secrétaire adjoint du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES) dans l'académie d'Aix-Marseille, en poste dans le Nord pendant huit ans, témoigne de ce virage : « Nombre de collègues ont relevé en cette rentrée 2010 un discours managérial chez les chefs d'établissement. Ils n'ont à la